

SNEP

Secrétariat national

Chers collègues,

Vous êtes deux syndiqués à nous avoir écrit, suite la décision de grève le 12 mars dans le second degré à l'appel du SNES-FSU, du SNEP-FSU, de la CGT-éduc'action, du SN-FO-LC, du SNALC, de Sud éducation et de la FAEN, ainsi que celle de l'interprofessionnelle FSU, CGT, CFDT, Solidaires, UNSA d'une journée d'action avec grèves et manifestations le 23 mars.

Mais nous ne doutons pas que les interrogations que vous avez exprimées se posent certainement au-delà de vous deux et le SNEP estime que c'est un débat qu'il est légitime de mener ouvertement.

Aucun d'entre vous ne conteste la gravité de la situation et la nécessité de l'action revendicative, mais la forme choisie (2 nouvelles grèves, proches l'une de l'autre), vous conduit à souhaiter d'autres modalités d'action que la grève.

C'est une question réelle que le SNEP pose régulièrement en son sein, mais aussi dans la FSU comme dans les intersyndicales. Comment trouver des formes qui permettent de montrer l'ampleur du mécontentement, sans se couper des parents, des élèves, de nos alliés, de l'opinion en général, tout en participant à la construction d'un rapport de force suffisant, fédérant l'ensemble des mouvements sociaux, de nature à contrer les choix gouvernementaux et à en imposer d'autres ?

Nous avons mis en œuvre, y compris dans la dernière période, un certain nombre d'initiatives variées :

- cartons rouges au gouvernement sur l'éducation (avec signature des cartons sur les lieux publics),
- campagne « un pays, une école, notre avenir », à l'appel de 25 organisations (syndicales, associatives et pédagogiques), avec cartes de doléances permettant l'expression de chaque établissement ou service,
- jeudis de l'éducation : chaque jeudi, pendant plusieurs semaines, rassemblements, partout en France à la même heure, pour exprimer nos besoins et demandes auprès de la population, en invitant la presse, les élus, ...
- lettres de collègues, d'équipes pédagogiques aux élus,
- « rondes des obstinés » l'an passé sur les questions du supérieur et de la recherche,
- cours dans des lieux publics
- etc.

Le SNEP a souvent été force de propositions pour ce type d'action, d'autant qu'il a une certaine expérience en ce domaine : campagnes d'opinion ; réussite de l'opération pétition pour l'EPS et le sport scolaire il y a quelques années avec 450 000 signatures recueillies ; « nuit blanche de l'EPS » ; animations dynamiques des manifestations ; matches, courses et relais revendicatifs variés ; assises de l'EPS et du sport scolaire ; forum de l'EPS avec 1200 participants en nov.2005 ; etc.

La campagne d'opinion que nous relançons sur le thème « Faites, Fête de l'EPS », avec appel de personnalités, initiatives locales et objectif de déboucher sur un rassemblement de 2000 personnes sur trois jours à l'automne 2011 à Paris, participe de cette démarche.

Mais force est de constater que, même si les enseignants d'EPS ont souvent montré leur réceptivité à ces formes d'initiatives revendicatives, les expériences de ces dernières années ne se sont pas révélées excessivement concluantes (ex le flop récent des jeudis de l'éducation ou des cahiers de doléances) ; ces actions restent souvent affaire des seuls militants et les collègues ne s'y engagent pas massivement.

Quant à la grève, elle représente, à l'origine, une cessation volontaire du travail pour exercer une pression sur les pouvoirs publics.

L'expérience montre que c'est lorsqu'il y a appel à la grève que les collègues discutent, s'interrogent, décident ou non de s'engager et de se donner, par ce biais, du temps pour intervenir ce jour là tous azimuts. C'est aussi surtout lorsqu'il y a appel à la grève que les médias réagissent.

La question n'est donc pas seulement la grève ou pas la grève, mais bien ce qu'on fait de cette modalité d'action, comment on s'en empare, quelles perspectives on donne localement à chaque collègue pour qu'il investisse totalement cette journée.

Rechercher de nouvelles formes d'action, qui est une préoccupation légitime, ne doit pas entraîner le rejet de la grève comme le moyen le plus important qu'a trouvé le mouvement syndical pour renforcer le rapport de forces. Elle reste une des formes qui interpelle le plus le pouvoir, l'opinion, les médias, ...

Nous avons donc au SNEP, le souci à la fois de ne pas repousser la grève, surtout lorsqu'elle permet des appels unitaires, mais en même temps de travailler à des formes qui doivent permettre de mobiliser de nombreux collègues, d'interpeller l'opinion, les élus, l'administration, la presse, de montrer nos propositions, ... Bien sûr est aussi posée la question de la périodicité de la grève, de son ampleur, de sa durée, ...

Notre souci à tous, j'en suis persuadé, est bien de nous interroger sur *comment améliorer le rapport de forces pour au final obtenir gain de cause sur nos revendications*.

Pour le 12 et le 23 mars, l'accord entre organisations s'est fait sur « grèves et manifestations ». A chacun de nous maintenant de tout faire pour les réussir et pour travailler d'ores et déjà aux suites que nous leur donnerons, dans l'unité maintenue espérons-le.

Cordialement
Serge Chabrol
Secrétaire général